

PLUS

dossier

L'ENTRAIDE

LA CHARITÉ SELON
YOUSOU N'DOUR

Alexandre Vigneault PAGE 5

AIDER POUR LES NOTES

Marie Allard PAGE 3

SOMMES-NOUS PINGRES ?

Louise Leduc PAGE 2

Le partage a ses classiques. On peut contribuer à Centraide. Ou donner une pièce de monnaie au mendiant au coin de la rue. Mais l'entraide pousse parfois sous des formes inattendues, dans des lieux étonnants. Du bénévolat scolaire aux cafés Internet dans la brosse, en passant par les massages pour bébés, voici un tour d'horizon des différentes incarnations d'une même qualité humaine : la générosité.

UNE BRÈCHE DANS LA BULLE



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Patricia, massothérapeute, enseigne à une jeune mère la façon de masser son bébé.



NOËL 2003 L'ENTRAIDE



RIMA ELKOURI
relkouri@lapresse.ca

Patricia voulait faire du bénévolat. Mais pas n'importe quel type de bénévolat. Elle tenait à faire ce qu'elle sait faire le mieux : masser.

Qu'est-ce donc que cette histoire de bénévolat érotique ? demandent certains. Où sont passées nos bonnes sœurs d'antan qui organisaient des bazars dans les sous-sols d'église ? Ne vous émoussiez pas trop. Patricia n'est pas masseuse dans un salon XXX, mais massothérapeute. Nuance. Une massothérapeute un peu mère Teresa à ses heures, qui croit que si chacun faisait du bénévolat dans son corps de métier — si l'électricien donnait par exemple quelques heures de son travail, le chef cuisinier cuisinait pour des gens sans le sou, etc. — le monde s'en porterait un peu mieux.

Pourquoi ne pas masser une personne par semaine, gratuitement ? s'est donc dit la massothérapeute. Masser des corps qui ont mal, des corps qui ont besoin d'être dorlotés, mais qui n'en ont pas les moyens. Non pas pour recevoir une médaille. Non pas pour se donner bonne conscience. Mais simplement pour le plaisir de donner.

L'idée lui trottait dans la tête depuis quelque temps. Ses affaires roulaient bien, la vie lui souriait. C'était le moment ou jamais. La massothérapeute s'est assise devant le téléphone. Elle a appelé différents organismes communautaires pour leur proposer ses services. À sa grande surprise, partout, elle se heurtait à des portes closes. Partout, on lui expliquait qu'elle pouvait rendre service en faisant un don, en distribuant des repas ou en aidant des jeunes à faire leurs devoirs. Mais les massages, oubliez ça !

Elle a tenté sa chance du côté des refuges pour femmes victimes de violence. On lui a répondu qu'il était trop difficile pour des femmes habituées de recevoir des claques d'accepter de se faire masser.

Tout de même déterminée à mener son projet à terme, la massothérapeute en a parlé à ses clients. Elle

a envoyé un courriel à ses amis. « Si vous connaissez quelqu'un qui aurait besoin d'un bon massage mais qui ne peut se le payer, faites-moi signe. » Que ce soit un chômeur qui aurait intérêt à se détendre avant une entrevue, un étudiant sans le sou qui étudie fort pour ses examens, une jeune maman à bout de souffle, des personnes qui se relèvent d'un deuil, d'un cancer, d'une dépression, d'un exil involontaire...

L'idée semblait excellente sur papier. Mais la stratégie de bouche à oreille a plus ou moins fonctionné. Parfois, des gens référés par des clients acceptaient l'offre... pour ensuite se désister à la dernière minute. Sans doute parce qu'il est souvent plus difficile de recevoir que de donner, s'est dit Patricia. Sans doute parce que les personnes qui vivent des situations difficiles et qui auraient le plus besoin d'un massage sont aussi les plus enclines à se replier sur elles-mêmes. Sans doute aussi parce que le toucher demeure un sens tabou. On l'associe d'emblée au sexe ou à la violence. Mais entre les deux, c'est comme s'il n'y avait rien.

Notre société a beau être impudique, le fait est que les gens se touchent de moins en moins, constate la massothérapeute. Quand elle prend l'autobus ou le métro, elle est toujours surprise de voir à quel point une main effleurée par mégarde suscite des sursauts, voire des réactions agressives. Comme si nos bulles étaient de plus en plus larges, de plus en plus étanches.

Comment faire une brèche dans ces bulles ? De fil en aiguille, en poursuivant ses recherches, Patricia a finalement trouvé. Elle a appris tout récemment que le Centre canadien de recherche sur le toucher (affilié à l'Institut Kiné-Concept, où elle a fait ses études) lançait, en collaboration avec le CLSC de la Petite-Patrie, un projet qui consiste à aider 70 jeunes mamans de milieux défavorisés ou chefs de famille monoparentale à masser leur nouveau-né. Elle a sauté sur l'occasion.

L'impact du toucher

Le but du projet, c'est de démystifier le massage, de favoriser un meilleur contact entre la mère et l'enfant tout en recueillant des données sur l'impact du toucher dès la naissance dans les milieux défavorisés. La peau a un cerveau, une mémoire, comme l'a fait valoir l'anthropologue américain Ahsley Montagu, un des pionniers de la recherche sur le toucher. Des expériences menées dans les années 60 avec des bébés singes ont démontré que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, la soif de toucher est encore plus forte que le besoin de nourriture.

» Voir BULLE en 2

Vente de l'année!
les 20 et 21 décembre jusqu'à

5% 10% 25% 50%
de rabais

1-877-DUMOULIN

Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communications

GRATUIT!
DC de WILFRED
LEBOUTILLIER



Entrez dans un monde
de divertissement incomparable!

Vidéotron

QUEBECOR MEDIA

Le pouvoir infini du câble

58\$*

INSTALLATION
GRATUITE!
(Valeur de 99,95\$)

*Après le crédit
de programmation de 140\$.

† À l'achat d'un terminal illico de base. Détails en magasin.

L'entraide aux champs



JUDITH LACHAPPELLE

Dans le bon vieux temps, que ce soit pour aider le voisin à bâtir son étable ou pour faire les foin, l'entraide allait de soi en campagne. Mais aujourd'hui, à l'époque des moissonneuses-batteuses et de la traite automatique des vaches, le travail agricole requiert moins de bras. « À part quand on passe au feu, se souvient le président de l'Union des producteurs agricoles, Laurent Pellerin. Quand ma grange a brûlé, il fallait que je gère tout le monde qui était venu pour nous aider à reconstruire ! »

Le désir de rendre service est donc toujours là, c'est seulement que les occasions de se rencontrer sont moins fréquentes. Il faut alors les créer. Les fermes qui participent au programme d'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) fournissent des paniers de légumes biologiques à leurs partenaires ayant investi dans la ferme. Elles les invitent à venir leur rendre visite et à leur donner un coup de main pendant l'été. « Mais juste le fait d'acheter des légumes locaux, c'est déjà une forme d'entraide », note Isabelle Joncas, coordonnatrice du programme à l'organisme Équiterre.

À la ferme Cadet-Roussel, le coup de main des bénévoles est indispensable pour pouvoir offrir des légumes biologiques à prix abordables. Pour inciter les partenaires à donner une journée pendant l'été pour le repiquage des plants, pour le désherbage ou pour la récolte, la ferme Cadet-Roussel ajoute 60 \$ au coût du panier annuel. À la fin de l'année, ceux qui sont venus à la ferme se voient rembourser 60 \$. L'an prochain, la ferme songe plutôt à remettre double ration de légumes à ceux qui viendront mettre les



PHOTO ÉQUITERRE

À la ferme Cadet-Roussel, le coup de main des bénévoles est indispensable pour pouvoir offrir des légumes biologiques à prix abordables.

mains à la terre.

« Il y a deux catégories de gens, raconte Madeleine Roussel. Il y a ceux qui viennent parce qu'ils aiment ça, peu importe les 60 dol-

lars, et il y a ceux qui ne viendront jamais. » Parmi les partenaires, beaucoup de familles viennent passer une journée pas comme les autres en reprenant contact avec la

terre et les animaux. « C'est un peu comme un musée, dit M^{me} Roussel. Les gens de la ville sont un peu coupés de la campagne. Moi j'ai 57 ans, et dans ma famille on avait toujours un oncle, un grand-père qui avait une ferme. Mais aujourd'hui, les gens sont très citadins. Ils nous demandent : comment il se fait qu'il y a de la terre sur vos pommes de terre ? Eh bien, c'est parce qu'elles poussent

À l'automne, la ferme Cadet-Roussel fait une grande fête des carottes et des poireaux où une centaine de personnes viennent faire la récolte.

dans la terre et qu'on ne les lave pas entièrement pour mieux les conserver ! »

À l'automne, la ferme Cadet-Roussel fait une grande fête des carottes et des poireaux où une centaine de personnes viennent faire la récolte. En un après-midi, les bénévoles ont vidé les champs de leurs légumes et sont un peu plus sensibilisés aux mystères de la nature... « Si nos partenaires reçoivent ensuite une carotte un peu croche dans leur panier, ils se disent que c'est peut-être celle qu'ils ont déterrée et ils ne la voient pas de la même façon. Dans le commerce, il y a énormément de perte parce que toutes les carottes sont calibrées de la même grosseur. Nous, parfois, il y en a qui sont un peu tordues mais ce n'est pas grave, elles sont bonnes quand même ! »

Maria Labrecque-Duchesneau, de l'organisme « Au Coeur des familles agricoles », se consacre à l'entraide psychologique entre producteurs. Ceux-ci se sentent incompris des consommateurs, dit-elle. Et il n'y a rien de mieux que de passer une journée dans leur salopette pour comprendre un peu

mieux ce qu'ils vivent. La journée portes ouvertes tenue en septembre a connu un succès fou et les producteurs lui parlent encore du plaisir et de la fierté qu'ils ont eu à accueillir des visiteurs sur leur ferme. Mais elle rêve aujourd'hui d'un autre projet, celui de jumeler la ville avec la campagne.

« Tout le monde est capable de ramasser des roches, dit-elle. J'ai moi-même donné une journée de travail dans chacune des productions agricoles et je me suis beaucoup amusée. Pourquoi ne serait-ce pas le cas pour d'autres personnes ? Les gens pourraient y découvrir comment le travail de la terre peut être ardu. »

Une telle corvée ne s'organise cependant pas à l'improviste, rappelle Madeleine Roussel. « Les personnes qui s'occupent des bénévoles travaillent plus ou moins cette journée-là, explique-t-elle. C'est sûr que les bénévoles nous donnent un bon coup de main, mais il faut tout leur montrer pour ne pas qu'ils enlèvent les carottes au lieu des mauvaises herbes ! »

Mais à la fin de la journée, malgré la fatigue et la saleté, une nouvelle complicité s'établit entre gens de la ville et de la campagne. « Le monde urbain est-il conscient qu'il doit faire attention au producteur agricole ? se demande tout haut Maria Labrecque-Duchesneau. Parce que la passion, ça peut s'éteindre. Et c'est nous qui allons en souffrir. »

L'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) : www.equiterre.qc.ca/asc Maria Labrecque-Duchesneau songe à mettre sur pied un réseau d'entraide où des gens de la ville pourraient venir donner un coup de main bénévole aux agriculteurs débordés. Elle invite les personnes intéressées à envoyer leurs coordonnées à son adresse courriel (entraideacfa@hotmail.com). N'attendez cependant pas une réponse immédiate de sa part, quelques étapes sont encore nécessaires avant de démarrer officiellement le projet.

Bénévolat: un manque d'assiduité

Confiez-leur des boat people à parrainer, des sinistrés du Saguenay à secourir, des victimes du verglas à réchauffer, donnez-leur quelques numéros de téléphone au bas d'un écran pendant un téléthon et les Québécois francophones se ruent pour secourir tout un chacun. Pour le bénévolat assidu, on n'est pas trop, trop champion.



LOUISE LEDUC

« Au moment de grandes crises, de pannes ou d'événements spéciaux, les francophones ont tout particulièrement le cœur sur la main, raconte Antonella Campa, coordonnatrice au Centre d'action bénévole de Montréal. Les anglophones, eux, sont plus du type à faire du bénévolat de façon régulière, toutes les semaines. »

Une étude de marketing commandée à la firme Lavoie et David Associées il y a quelques années confirme ce dont se doutait déjà le

Centre d'action bénévole de Montréal. Contrairement aux anglophones, peut-on y lire, les francophones ne se sentent pas d'emblée redevables à la société et ne se font pas bénévoles par acquit de conscience ou par devoir. Non, ce qu'ils recherchent, « c'est l'immense satisfaction de voir les fruits immédiats de leurs gestes ».

Voilà pour la version politiquement correcte. « On dit que les Québécois francophones ont le cœur sur la main lors des grandes crises comme le verglas, mais connaissez-vous un seul peuple sur la terre qui reste de glace devant des sinistrés d'un drame ? » nuance Jacques T. Godbout, sociologue à l'Institut national de la recherche scientifique.

Le sociologue conteste aussi l'idée reçue selon laquelle les Québécois seraient des donateurs spon-

tanés qui ne prennent même pas la peine de réclamer leur reçu d'impôt. « Où sont les études qui prouvent que nous nous distinguons vraiment à cet égard ? Et qui a prouvé que les Québécois font beaucoup plus de dons qu'il n'en paraît, mais qu'ils réclament moins de reçus d'impôt que les autres Canadiens ? »

Une chose est sûre : le temps des Fêtes est particulièrement propice aux bénévoles de l'immédiat, ceux qui veulent aider là, tout de suite. « En cette période de l'année, ça presse ! observe M^{me} Campa. Les gens appellent assez tard et veulent souvent qu'on leur trouve rapidement des activités bénévoles. Il s'agit souvent de parents désireux de montrer à leurs enfants que certains sont beaucoup moins choyés qu'eux. »

Après l'État

Les causes les plus populaires, temps des Fêtes ou pas ? L'aide aux enfants, aux personnes âgées. Le recrutement de bénévoles auprès de personnes handicapées intellectuelles ou physiques, par contre, est autrement plus ardu, poursuit M^{me} Campa. « Nombreux sont ceux

qui nous disent se sentir mal à l'aise avec ce type de personnes ».

L'État, qui a pris le relais de l'Église dans le soutien aux démunis, s'en remet de plus en plus aux quelque 8000 organismes communautaires que compte le Québec. En 1973, Québec ne subventionnait que 30 organismes de santé et de services sociaux. Aujourd'hui, il en subventionne pas moins de 2400 dans ce même secteur ! Dans tous les domaines confondus, le Québec verse aujourd'hui plus de 470 millions aux organismes communautaires.

Et c'est loin de témoigner d'un grand progrès, note M. Godbout. « Quand on est rendu à solliciter des dons pour répondre aux besoins fondamentaux des gens, comme manger et se loger, c'est plutôt inquiétant ! Et je ne parle même pas du fait que l'on fait maintenant des collectes de fonds pour acheter des scanners dans les hôpitaux... Les organismes communautaires occupent de plus en plus l'espace de l'État de jadis, sans que l'on se soit vraiment questionné sur les responsabilités qui devraient toujours relever du gouvernement auquel on verse nos impôts, sans non plus que le travail des organismes

communautaires ne fasse l'objet de contrôles très raffinés. »

On ne parle plus de charité mais d'entraide, mais la réalité est la même. « Le problème, avec le bénévolat et le don, c'est qu'il comporte une bonne part d'humiliation pour celui à qui le geste est destiné, observe M. Godbout. Celui qui reçoit aimerait tellement ne pas avoir à tendre la main ! »

Le donneur en retire au contraire une réelle fierté... et quelques autres avantages au passage. Ainsi, selon l'étude de Lavoie et David, si les bénévoles francophones plus âgés se disent surtout motivés par leur désir de rester actifs, de sortir de l'isolement, de se faire des amis et de se sentir utiles, les jeunes bénévoles francophones disent qu'ils espèrent au détour élargir leur réseau de contacts et décrocher une expérience de travail.

Idem chez les anglophones : pour les plus âgés, le bénévolat répond au besoin de participer à la vie de la communauté ; les plus jeunes, eux, ajoutent que ce sera bon pour leur curriculum vitae et que leur engagement bénévole leur ouvrira les portes de soirées et d'événements où ils pourront rencontrer des gens.

Plus pingres qu'ailleurs ?

LOUISE LEDUC

L'Enquête nationale sur les dons et le bénévolat, réalisée par Statistique Canada en 2000, trace un portrait peu reluisant du Québec, qui, de toutes les provinces, arrive au dernier rang.

Le pourcentage de Québécois faisant du bénévolat n'est que de 19 %, comparativement à 25 % pour l'Ontario, et 37 % pour l'Île-du-Prince-Édouard, par exemple.

Les Québécois sont aussi, selon la même enquête, ceux dont le don annuel moyen est le plus bas — 117 \$ comparativement à 383 \$ pour les Manitobains.

C'est dans la catégorie des jeunes de 15 à 24 ans (qui représentent

29 % du total) et chez les 35 à 54 ans (30 %) que l'on recrute le plus de bénévoles.

« Chez nous, il n'est pas rare que des jeunes de 12 ou 13 ans frappent à notre porte alors qu'on ne peut les prendre qu'à partir de 14 ans, note M^{me} Antonella Campa, du Centre d'action bénévole de Montréal. On attire beaucoup de jeunes de 25 à 35 ans, des femmes essentiellement », poursuit M^{me} Campa.

La bénévole type n'est donc pas cette dame fin cinquantaine ou début soixantaine aux cheveux d'argent. Celle-là est sans doute déjà trop prise par les soins à prodiguer aux parents ou au conjoint malade. À 90 %, les aidantes naturelles sont en effet des femmes qui, selon

ce qu'a établi Francine Ducharme, professeur à la faculté des sciences infirmières à l'Université de Montréal, passent autant d'années à soigner leurs proches âgés qu'à élever leurs enfants, soit 18 ans.

« Il ne faut pas se le cacher, dit pour sa part Johanne Charbonneau, sociologue à l'INRS. Envoyer un chèque à Centraide ou ailleurs, c'est vite fait, bien fait, et ça ne demande pas un grand effort. On peut aussi parvenir assez facilement à dégager quelques heures pour faire un peu de bénévolat chaque mois. Il en va tout autrement dans la sphère privée, là où il est impossible de travailler à temps plein et de s'occuper à temps plein d'un proche malade. »

Le toucher est crucial pour le développement de l'enfant

BULLE suite de la page 1

Mis dans une cage avec, d'un côté, une maman en fil de fer munie d'un biberon et de l'autre, une maman en peluche mais sans nourriture, les bébés singes préféreraient mourir de faim dans les bras douillets de la mère en peluche plutôt que d'aller vers celle qui ne pouvait leur offrir que du lait.

Bien sûr, les nouveau-nés ne sont pas des petits singes... Mais il ne fait plus de doute aujourd'hui que le toucher est crucial pour le développement de l'enfant.

Il y a quelques semaines, Patricia a rencontré une première jeune mè-

re, chef de famille monoparentale, et son nouveau-né. Elle a adoré l'expérience. Sauf que, là encore, figurez-vous que le plus grand problème des instigateurs du projet, ce n'est pas tant de recruter des massothérapeutes bénévoles... que de trouver des mamans qui accepteraient qu'on fasse une brèche dans leur bulle.

Si vous connaissez des jeunes mères (moins de 25 ans) qui seraient intéressées à participer à ce projet, vous pouvez contacter Céline Normand, du Centre canadien de recherche sur le toucher. (514) 272-2254 ou par courriel : cnormand@crrt-ctrc.org



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE

Anaïs Lacroix, 16 ans, étudie à l'École internationale de Montréal, consacre 20 heures par semaine à la nage synchronisée et fait du bénévolat : « Je me dis que j'apprends plus en aidant les autres qu'en étant caissière au supermarché. »

Aider pour les notes

Oubliez l'image de la vieille dame qui fait du bénévolat pour remplir ses journées. L'entraide, ça s'apprend de plus en plus jeune. Y compris à l'école. Coup d'oeil sur un phénomène en pleine expansion.



MARIE ALLARD

« Au début, personne ne voulait que mes ados aillent faire du bénévolat dans leur organisme, se rappelle Jany Lavoie, coordonnatrice du service communautaire à l'École internationale de Montréal. Les gens avaient peur de se faire voler ! Aujourd'hui, c'est différent : nous croulons sous les demandes. »
Chassez vos préjugés : il n'y a pas que les retraités qui font du bénévolat. Les jeunes s'y mettent aussi, par choix ou par obligation. Depuis 13 ans, les 625 élèves de l'École internationale de Montréal doivent par exemple tous faire de « l'implication communautaire » pour obtenir leur diplôme, peu importe s'ils ont un anneau au sourcil ou les cheveux bleus.
Ils ne sont pas seuls : la règle

existe dans les 85 établissements québécois membres de la Société des écoles d'éducation internationale (SEEI). « Le service à la communauté est situé au coeur de notre programme, confirme Louis Bouchard, directeur général de la SEEI. Nous enseignons aux jeunes qu'il est important de redonner à la communauté, sans attendre d'avoir 60 ans pour le faire ! »

Les élèves fréquentant ces écoles doivent consacrer de 10 à 25 heures par an au bénévolat, selon leur niveau d'études. « Les nôtres font plutôt 45 heures en moyenne (par

La vieille dame que je suis allée reconduire à la messe hier, elle avait les larmes aux yeux tellement elle était contente !

année), le soir ou la fin de semaine », souligne M^{me} Lavoie.

Ce n'est pas vain, puisque la nouvelle *Politique d'évaluation des ap-*

prentissages du ministère de l'Éducation (MEQ) prévoit reconnaître les efforts des jeunes bénévoles. Mention spéciale au bulletin ou crédits supplémentaires ? La formule n'a pas encore été déterminée, mais le MEQ tient à « valoriser certains apprentissages résultant d'expériences faites hors du cadre scolaire ».

Obligatoire en Ontario

Le reste du Canada va encore plus loin. Déjà, en 2001, quatre provinces canadiennes exigeaient un certain nombre d'heures de bénévolat comme préalable à l'obtention du diplôme d'études secondaires.

« Le plus radical de ces programmes est mis en oeuvre en Ontario, où chaque élève est tenu de faire 40 heures de participation communautaire avant d'être diplômé », dit l'étude *Perspectives bénévoles : nouvelles stratégies pour favoriser la participation des jeunes*, publiée en 2001 par l'organisme Bénévoles Canada.

Tout cela porte ses fruits. Les jeunes Canadiens de 15 à 19 ans ont enregistré le taux de bénévolat le plus élevé de toutes les tranches d'âge, avec 37 % de bénévoles contre 26 % pour l'ensemble de la population, selon *L'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation 2000* de Statistique Canada. Parmi eux, 35 % ont dit faire une

activité bénévole parce qu'ils y étaient obligés.

Au Québec, où la tendance du bénévolat scolaire est plus récente, seuls 18 % des 15 à 24 ans donnent de leur temps de façon organisée, soit 1 % de moins que l'ensemble de la population. Ils ne sont pas faiblesses pour autant, leur engagement étant de 140 heures en moyenne par année. « Nous n'avons pas de portrait global de la situation, mais nous voyons par l'entremise des médias régionaux qu'il y a des projets d'entraide un peu partout », indique Denis Pouliot, porte-parole de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

Au Canada, les deux activités bénévoles les plus souvent accomplies par les adolescents sont l'organisation d'activités (53 % le font) et les collectes de fonds (39 %). Les organismes qui en bénéficient sont d'abord ceux qui se consacrent à l'éducation (notamment l'aide aux devoirs), aux services sociaux (hôpitaux) et aux arts, à la culture et aux loisirs (musées, sports organisés).

Le bénévolat est-il cool ?

Aider son prochain n'est cependant pas aussi cool que de traîner au centre commercial. « Les adolescents ont souvent l'impression que le bénévolat est ennuyeux, mal organisé et prévu pour les femmes

âgées de la classe moyenne », reconnaît l'étude de Bénévoles Canada.

À l'École internationale de Montréal, seuls une trentaine d'élèves sur 625 font leurs heures sans enthousiasme, affirme M^{me} Lavoie. « En 1^{re} et 2^e secondaire, c'est difficile pour certains élèves qui sont gênés. D'autres sont tout excités, ils ont hâte de sauver le monde ! Aller passer une entrevue, puis travailler avec des adultes les emballe au plus haut point. Je dois leur rappeler qu'ils ont des études, une vie familiale, et qu'il est hors de question qu'ils soient dans la rue quand il fait noir ! »

Au fil des ans, la coordonnatrice voit ses élèves devenir plus responsables, ouverts aux autres et autonomes. « Être acceptés par des adultes et être utiles à autrui les valorise énormément, indique-t-elle. Ils viennent me voir le lundi matin et me disent : Jany, la vieille dame que je suis allée reconduire à la messe hier, elle avait les larmes aux yeux tellement elle était contente ! »

Ils restent malgré tout des jeunes. « Je leur fais signer un contrat avec les dirigeants des organismes pour les responsabiliser, dit M^{me} Lavoie. Il arrive tout de même que certains disent à leurs parents qu'ils vont faire du bénévolat, alors qu'ils vont rejoindre leurs amis ! Que voulez-vous, ce sont des adolescents... »

C'est têtueux mais ça rapporte

MARIE ALLARD

Anaïs Lacroix, 16 ans, est une vieille routière du bénévolat. Élève en 5^e secondaire à l'École internationale de Montréal, elle a déjà donné de son temps à une garderie, un hôpital, une cuisine communautaire et des organismes de défense des droits de l'homme !

« Aujourd'hui, avec l'expérience que j'ai acquise, je peux dire que l'implication communautaire m'a permis de m'ouvrir l'esprit, indique la jeune fille dont la blondeur angélique n'est démentie que par un anneau au sourcil. Je suis consciente du fait qu'il y a des familles analphabètes au Québec. Elles ont besoin d'aide pour les devoirs de leurs

enfants, ce qui est très différent de la réalité des élèves de mon école. »

Dans les programmes d'éducation internationale, le bénévolat est aussi obligatoire qu'un cours de maths ou de français. N'est-ce pas un peu paradoxal d'être forcé à aider ? « Oui, au début, c'est un peu un fardeau de faire son *implic*, reconnaît-elle. Puis, tu te trouves toi-même, tu découvres tes intérêts et tu vas à un endroit qui te correspond. »

En 1^{re} secondaire, la jeune Montréalaise était bénévole dans une garderie. « J'étais mal à l'aise, j'étais à peine plus vieille que les enfants », rigole-t-elle.

L'année d'après, elle décide de suivre une copine qui se rend à l'hôpital de Verdun. « On jouait aux cartes, aux poches ou au bingo avec

les patients, ce qui nous permettait de les connaître, se souvient-elle. J'ai appris à parler avec les personnes âgées, à qui on ne s'adresse pas comme à des enfants, c'est illogique ! » Peut-être faut-il être un ado — et non pas un adulte — pour s'en apercevoir...

En 3^e et 4^e secondaire, Anaïs devient livreuse de petits plats préparés par le Santropol roulant. « J'y allais avec des amis, c'était le fun ! On voyait par contre des choses difficiles. Des personnes avaient attendu toute la journée qu'on passe les voir cinq minutes. Ils voulaient qu'on reste plus longtemps, alors qu'on avait d'autres livraisons à faire. Disons que c'était dur de ne pas être troublée. »

Depuis la rentrée, elle a plutôt

décidé de défendre les droits de l'homme en se joignant à l'UNICEF et à Amnesty internationale. Cela correspond à un changement de la philosophie de son école, qui préfère maintenant voir les élèves mener un projet personnel plutôt qu'accumuler des heures de bénévolat à gauche et à droite.

« Nous proposons trois étapes : la sensibilisation, l'action et la réflexion, indique Louis Bouchard, directeur général de la Société des écoles d'éducation internationale (SEEI). Au départ, ce sont les professeurs qui sensibilisent les jeunes à la communauté dans leurs cours, puis le responsable de l'action propose différents engagements. Au terme de tout cela, l'élève doit faire un retour sur ce qu'il en a retiré. »

Anaïs a étudié les droits de l'homme en classe, puis elle a décidé d'aller parler de l'UNICEF dans des écoles primaires de la région de Montréal. « Je fais des présentations, avec une grosse boîte lourde qui contient les cahiers et les crayons qu'on envoie dans les pays qui en ont besoin, explique-t-elle. Ça me touche plus que je ne l'aurais pensé. »

À un point tel que son « projet personnel » — une minithèse de fin d'études secondaires exigée par le SEEI — porte sur les droits des enfants. « Je pense aussi aller étudier en droit international, indique-t-elle. C'est têtueux de dire ça, mais le bénévolat a été aussi important pour moi que les apprentissages scolaires. »



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Edgardo Burin, Nora Golic et leurs enfants Anabel et Carlos ont rapidement refait leur vie à Montréal. Débarqués à Dorval en août dernier en provenance de l'Argentine, ils ont profité de l'étonnant programme d'aide aux immigrants juifs mis en place par leur communauté. « Tu sens qu'il y a quelqu'un derrière toi, quelqu'un qui connaît bien la vie ici et qui peut t'aider dans tous les domaines », raconte Edgardo Burin.

AIDE AUX IMMIGRANTS

Atterrir en douceur

Des premières démarches pour obtenir un visa jusqu'au premier emploi dans son pays d'adoption, l'immigration est une véritable course à obstacles. L'aide que la communauté juive offre aux nouveaux arrivants permet d'amortir le choc.



KARIM BENESSAIEH

Edgardo Burin et Nora Golic sont arrivés à Montréal en août dernier. En quelques mois, le couple d'Argentins a trouvé emplois et logement — un coquet 6 et demi dans Côte-des-Neiges. Leurs deux enfants, Anabel et Carlos, suivent les cours dont ils rêvaient et ont même reçu un petit prêt étudiant.

La rapidité avec laquelle ils ont refait leur vie ici fait rêver. Leur secret? Ils sont juifs et ont eu l'aide active et gratuite de leur communauté. Toutes les semaines, par exemple, leur conseillère les appelle et s'assure qu'ils n'ont besoin de rien. C'est elle qui leur a appris à monter un curriculum vitae à la québécoise ou à chercher un appartement de façon efficace.

« En Argentine, plus le C.V. est long et mieux c'est. Ici, on doit être « synthétique », explique Nora Golic. Pour l'appartement, nous avons commencé à fouiller dans les journaux. On nous a plutôt conseillé d'arpenter les rues et de sonner aux portes : c'est comme ça qu'on a finalement trouvé ce qu'on cherchait. »

« Tu sens qu'il y a quelqu'un derrière toi, quelqu'un qui connaît bien la vie ici et qui peut t'aider dans tous les domaines », résume Edgardo Burin.

Guillermo Felsztyna, sa femme Miriam Schragger et leurs deux filles

de 7 et 3 ans ont atterri à Dorval en octobre 2002, en provenance de Buenos Aires. Quatorze mois plus tard, ils ont tous les deux un emploi, elle comme enseignante, lui comme employé de bureau, grâce aux services d'emploi offerts aux immigrants juifs. « L'aide qu'on a reçue, c'est fondamental, ça fait une grande différence, estime M. Felsztyna. Et je n'avais jamais vu une organisation aussi efficace, des gens aussi solidaires qu'à Montréal. »

De l'aide à l'obtention des visas en Argentine jusqu'à l'inscription à l'école des deux petites filles, en passant par les rencontres sociales qui leur ont permis de rencontrer des Argentins bien implantés ici, les Felsztyna-Schragger ont eu droit au traitement royal que réserve leur communauté à ses nouveaux arrivants. Et ce n'est pas fini : M. Felsztyna, qui était avocat en Argentine, peut compter sur l'aide de professionnels pour passer son examen au Barreau québécois.

Un mythe, la fameuse solidarité juive envers les nouveaux arrivants? La réalité est en tout cas très séduisante et ferait pâlir d'envie tous les gouvernements qui rêvent d'intégration et d'accueil des immigrants. Les Burin-Golic et les Felsztyna-Schragger font partie des quelque 780 familles d'immigrants juifs qui ont été accueillies cette année à Montréal par leur communauté, dans le cadre de l'étonnant programme des Services d'assistance aux immigrants juifs (JIAS).

En résumé, les nouveaux arrivants sont pris en charge avant même leur arrivée et sont littéralement couvés pendant les deux premières années. Gratuitement, uniquement parce

qu'il faut bien s'entraider. Tout un départ pour une nouvelle vie, on en conviendra.

« Nous avons un comité appelé le Welcome and Hospitality Committee qui va accueillir les gens à l'aéroport, les transporter, que ce soit une seule personne ou une famille de huit, avec leurs bagages, dit Howard Magonet, coordonnateur de programmes et services au JIAS. Nous allons les mener à leur appartement et, s'ils n'en ont pas, nous avons quelques suggestions pour eux. »

Chez l'immigrant, l'espoir se mêle

« L'aide qu'on a reçue, c'est fondamental, ça fait une grande différence. Et je n'avais jamais vu une organisation aussi efficace, des gens aussi solidaires qu'à Montréal. »

presque toujours à un sentiment de grande perte, parfois à une détresse difficile à comprendre pour la société d'accueil, souligne M. Magonet.

« C'est compliqué au jour le jour : où dois-je aller pour me trouver une carte d'assurance-maladie? Comment trouver mes médicaments à la pharmacie? Où est le métro? Quel est le système d'autobus ici? Toutes ces choses que nous tenons pour acquises parce que nous sommes nés ici, elles doivent être enseignées aux immigrants. »

Les Argentins s'organisent

Les quelque 2000 immigrants accueillis l'an dernier proviennent, pour près du quart, d'Argentine. Les autres pays d'origine les plus courants sont la France, les États de l'ex-URSS et Israël. Le phénomène récent de l'immigration argentine est évidemment lié à la grave crise financière qui a secoué le pays en 2001.

« La communauté argentine déjà installée ici a elle aussi son propre

réseau, note le coordonnateur. Ils sont très organisés et très efficaces. C'est fascinant de voir comment nous avons dû changer nous-mêmes nos façons de faire afin de les accommoder. »

Un exemple : JIAS utilise maintenant le courriel pour établir un contact et aider les immigrants potentiels à l'étranger. « Avant, nous n'en avions jamais besoin parce que la plupart des gens qui voulaient immigrer étaient déjà physiquement à Montréal. » Une fois le contact fait, les professionnels de l'organisme —

sur la table, s'occupe des aspects sociaux. Pour tous ces services, il existe des consultants qui vont faire payer, et cher, souligne M. Magonet. Mais nous, nous le faisons gratuitement. »

Une centaine de bénévoles sont prêts à aider l'organisme dans sa mission, précise-t-il.

Un des projets qui lui tient le plus à coeur est l'appariement des immigrants avec une famille établie à Montréal. Le processus est soigneusement conçu pour mettre en contact des gens aux goûts et au vécu semblables. On offre également une clinique de soins dentaires gratuits une fois par mois et un service de comptabilité pour les déclarations de revenus. « Beaucoup de gens sont impressionnés par le large éventail et la qualité des services que nous leur offrons. »

Pourquoi tant de générosité à l'égard de purs étrangers? M. Magonet sourit quand on utilise le mot « étrangers ». « Il y a toute une histoire de soutien et de solidarité entre les Juifs. C'est un peuple qui a erré, de temps à autre, lance-t-il en riant. En fait, il erre depuis la nuit des temps. Quand des gens décident de quitter leur maison, nous, comme peuple, devons faire savoir à ces gens qu'il y a toujours une maison pour eux. »

La première maison, précise-t-il, devrait être Israël. Et c'est ce choix que JIAS tente d'abord de « vendre » aux immigrants. « Mais parfois, les gens ont déjà pris leur décision et ils ont décidé qu'ils ne voulaient pas aller là, dit le coordonnateur. Alors nous faisons la promotion de Montréal comme lieu pour immigrer. Parce que c'est une ville magnifique, elle a une saveur européenne, le statut d'une métropole. »

« Et comme communauté, nous nous sentons bienvenus ici. »

Les matins de Noël à l'Accueil Bonneau



ANDRÉ DUCHESNE

Évelyne Racette a eu la piqure du bénévolat par sa mère qui, chaque année à Noël, à Pâques et pendant les vacances d'été, accueillait deux petits orphelins, Pierre et sa soeur Marie. Les deux enfants ne vivaient pas dans le même orphelinat et n'étaient réunis que durant leurs brefs séjours chez la famille Racette.

« Je me suis longtemps deman-

dée si ce n'était pas cruel d'aller chercher des enfants le jour de Noël ou à Pâques, de leur faire vivre de bons moments et de les retourner au dortoir après, raconte Évelyne, 42 ans et conseillère en éthique dans la fonction publique québécoise.

Mais Pierre, qu'elle a revu il y a quelques années, l'a rassurée. « Il m'a dit combien il avait appris avec nous ce qu'était une vraie famille. »

Évelyne a voulu passer à ses trois fils cette tradition familiale de s'occuper de plus mal pris que soi, le jour de Noël. Pourquoi? « Le 25 décembre est une journée de famille, où la solitude est plus difficile à porter. C'est une journée d'amour, de prospérité, d'abondance. Il y en

a qui n'ont pas accès à cela. »

Pendant cinq ans, le matin de Noël, Évelyne a donc amené ses trois fils, Simon, Thomas et Jérémie, servir des repas aux sans-abris à l'Accueil Bonneau. Même si la veille, elle avait reçu la parenté chez elle. Même si le soir de Noël, elle allait dans une autre fête.

Un jour — c'est son souvenir à la fois le plus cher et le plus triste — son cadet s'est approché d'un vieux monsieur amoché pour lui offrir un jus. « Jérémie avait alors 10 ou 11 ans. Il a les cheveux blonds et les yeux bleus. Le vieux monsieur lui a demandé s'il était un ange. Il lui a dit : « Tu me fais penser au petit garçon que j'ai été. » Il avait de grosses larmes toutes rondes sur les

joues. Mon fils était tout à l'envers. »

Évelyne et ses fils n'iront pas à l'Accueil Bonneau cette année. Son aîné lui a dit qu'il ne voulait plus aller. Évelyne sait que les trois garçons n'ont pas toujours trouvé cette expérience facile à vivre. Le contact avec les sans-abri n'était pas facile. « Je me suis dit que l'expérience n'était peut-être pas très positive », relate leur mère.

Dans le bénévolat, certains cherchent un échange, un sourire, un merci, un éclair dans les yeux qui ne vient pas toujours.

« On fait souvent du bénévolat pour échanger mais parfois, ce n'est pas ce qui survient. Il faut alors faire un don complet de

soi », constate Évelyne.

De l'expérience vécue, elle ne fait pas de constat d'échec pour autant. Au contraire, deux mois après lui avoir dit qu'il ne voulait plus retourner à l'Accueil Bonneau le 25 décembre, son aîné lui a annoncé son intention de faire du bénévolat auprès des jeunes démunis pour les aider dans leurs devoirs de maths, domaine où il excelle. En plus, il a commencé à donner un peu de son temps dans un hôpital. « La valeur de l'entraide est dans son coeur et son esprit », croit Évelyne.

Elle poursuit : « Le bénévolat n'est pas quelque chose qui te remplit d'un immense bonheur. C'est plutôt un simple partage. »

La charité selon Youssou N'Dour

Avec Noël qui approche, plusieurs artistes et personnalités publiques nous incitent à ouvrir notre portefeuille et à partager avec les plus démunis. Combattre la misère, c'est aussi l'objectif de Youssou N'Dour, le chanteur africain le plus populaire de la planète. Plutôt que d'inviter les autres à donner, il a choisi de prêcher par l'exemple et utilise une partie de sa fortune pour financer un organisme de charité déterminé à changer durablement la vie des gens. *La Presse* l'a rencontré chez lui, à Dakar.



ALEXANDRE VIGNEAULT

ENVOYÉ SPÉCIAL
À DAKAR

L'espérance loge ici pour bien des Sénégalais sans ressources. La boîte aux lettres de cette grande maison rouge et bleu reçoit chaque jour des dizaines d'appels à l'aide. Les messages demandent un peu d'argent pour soigner un parent malade, pour envoyer un enfant à l'école ou simplement pour acheter de quoi manger. Ce n'est écrit nulle part, mais bien des Dakarais semblent savoir que derrière ce mur de stuc coloré se trouve le quartier général de Youssou N'Dour, l'un des hommes les plus riches du pays.

« Lorsqu'il est à Dakar et que le bruit se répand, il y a des gens qui viennent attendre devant la porte toute la journée en espérant le voir », raconte Cheikh N'Dour, qui veille sur les lieux en cette très chaude première nuit d'octobre où le chanteur nous a donné rendez-vous.

Youssou N'Dour a déjà vécu dans cette grande maison moderne pleine de fenêtres. L'endroit baptisé Xippi (« ouvre les yeux », en wolof, principale langue d'usage au Sénégal) abrite aujourd'hui un studio d'enregistrement à la fine pointe de la technologie ainsi que le bureau de la fondation qui porte son nom.

« Ma musique ne m'appartient pas à 100 %, elle vient en partie du peuple », expose Youssou N'Dour, qui a grandi dans la Médina, un quartier populaire du centre de Dakar. « Quand j'ai du succès et de l'argent, je dois donc en redistribuer une partie aux gens de mon pays. »

Et le pays en a bien besoin. En 2001, la Banque mondiale estimait que le revenu moyen dans ce petit pays situé à l'extrémité ouest du continent africain était de 650 \$ par année.

Un homme d'influence

Dire que Youssou N'Dour domine la vie culturelle sénégalaise n'a rien d'exagéré. Ses chansons tournent continuellement à la radio et ses prestations, même en play-back, suscitent un enthousiasme qui frôle



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Youssou N'Dour, le chanteur africain le plus populaire de la planète.

l'hystérie. Son opinion compte et son influence déborde largement la sphère musicale, même s'il se défend de faire de la politique à la manière des politiciens. « Tout ce qu'il dit ou fait a un impact, assure Aziz Samb, un producteur de télévision rencontré en marge d'un gala auquel participait le célèbre chanteur. Il est plus populaire que le président de la République. »

« Ma musique ne m'appartient pas à 100 %, elle vient en partie du peuple. Quand j'ai du succès et de l'argent, je dois donc en redistribuer une partie aux gens de mon pays. »

Youssou N'Dour a pris conscience de son énorme influence en 1990. Son album *Set* (« Propre ») a spontanément suscité la naissance d'un mouvement d'écologie urbaine : du jour au lendemain, les gens se sont mis à nettoyer les rues, à rénover des logements, à repeindre des bâtiments et même à améliorer l'approvisionnement en eau... sans intervention gouvernementale !

Dix ordinateurs

Alors que le Joko Club de Dakar a vite périclité, celui de N'oundiane a été complètement pris en charge par la communauté. Le bâtiment de stuc blanc rénové par la fondation abrite toujours les 10 ordinateurs branchés à Internet qui ont permis d'initier plus de 750 personnes à l'informatique et même d'alphabétiser un bon nombre de villageois. « Nous avons invité les femmes, les hommes, les jeunes, les gens âgés, il ne fallait pas faire de discrimination », précise Abdoulaye Ngom, président de la communauté rurale qui regroupe 15 villages et environ 24 000 habitants.

« L'implantation d'Internet dans notre communauté visait à éviter un développement à deux vitesses. La pauvreté commence par le manque de connaissances », insiste-t-il. L'apport de l'informatique aurait d'ailleurs eu un impact très positif sur la réussite scolaire des enfants du village. « En faisant une dictée

sur ordinateur, tu apprends non seulement à taper correctement, mais aussi à te corriger puisque les fautes sont soulignées », signale Abdoulaye Ngom.

« Ça m'a beaucoup fait réfléchir, admet le chanteur, en repensant à cet épisode. J'étais très fier de voir ce mouvement se développer et j'ai constaté que mon travail de musicien et les questions sociales se chevauchaient. » Une décennie plus tard, après avoir passé des années à

de centres communautaires branchés sur Internet. L'ambitieux projet baptisé Joko (qui signifie « lien », d'après le titre de son album paru en 2000) s'est concrétisé en 2001, mais il n'a pas donné les résultats escomptés, sauf dans le village de N'oundiane (voir autre texte).

Deux ans plus tard, la fondation a réajusté le tir et articule ses projets selon trois critères fondamentaux : tous les projets doivent viser la pérennité, la transmission d'un savoir-faire et impliquer au maximum les gens qu'ils desservent. « Il y a une tonne d'ONG au Sénégal et le pays n'est pas encore développé, remarque Fatou Thioune Sarr, administratrice de la fondation. Ces ONG font l'erreur de vouloir imposer une vision des choses, la leur. Elles ne mettent pas assez l'accent sur l'approche participative. »

Plutôt que de donner du poisson aux affamés, Youssou N'Dour et ses collaborateurs veulent leur donner

des idées à la réalité

Des idées à la réalité

Plutôt que de donner du poisson aux affamés, Youssou N'Dour et ses collaborateurs veulent leur donner

des idées à la réalité

Un club Internet en pleine brousse

ALEXANDRE VIGNEAULT

NGOUNDIANE — Modou Nging n'est pas professeur d'informatique. Son boulot consiste plutôt à gérer les opérations courantes de la Mutuelle de crédit de N'oundiane — équivalent local de nos caisses populaires — où toutes les transactions se font encore à la mitaine. Ces deux dernières années, il a pourtant contribué à une véritable révolution du savoir dans son village de brousse situé à une centaine de kilomètres à l'est de Dakar. Ici, l'éducation et même l'alphabétisation passent par l'initiation à l'informatique.

N'oundiane ne correspond pas exactement à l'image qu'on se fait d'un centre des technologies de l'information. Les villageois s'y déplacent à pied et dans des charrettes tirées par un âne ou un cheval. Des champs s'étendent à perte de vue au-delà des maisons coiffées de tôles ondulées. Toute la région vit principalement de la culture de l'arachide, du maïs et du mil. Les agriculteurs de N'oundiane peuvent toutefois se vanter d'habiter l'une des rares communautés rurales du pays à posséder un pavillon informatique relié à Internet.

En août 2001, la Fondation Youssou N'Dour et la compagnie américaine Hewlett-Packard y ont implanté le premier Joko Club à

sur ordinateur, tu apprends non seulement à taper correctement, mais aussi à te corriger puisque les fautes sont soulignées », signale Abdoulaye Ngom.

L'intérieur du Joko Club ressemble à une classe d'informatique. Une reproduction d'un clavier d'ordinateur occupe tout un mur au centre du local utilisé tour à tour par les écoliers et par la population. « En montrant les lettres sur le clavier, les gens apprennent vite à les reconnaître, indique Modou Nging, qui a formé et même alphabétisé plusieurs de ses concitoyens. Ensuite, ils découvrent les icônes et apprennent à naviguer assez facilement. »

La plupart des villageois utilisent Internet pour communiquer avec des correspondants à l'étranger ou pour lire les journaux puisqu'ils ne sont pas distribués à N'oundiane. La radio publique constituait jusqu'ici la seule source d'information dans ce village pourtant situé à seulement une vingtaine de kilomètres de Thiès, deuxième ville en importance au Sénégal. En plus de donner accès à de multiples sources d'information, le Joko Club permet aussi la formation continue à distance.

Le défi de N'oundiane consiste aujourd'hui à entretenir son centre informatique. Chaque utilisateur doit déboursier 1000 CFA pour avoir accès aux ordinateurs. En comparaison, une heure d'Internet coûte en moyenne 500 CFA au Sénégal. Le double ou le triple dans les régions les plus éloignées.

Un exemple

N'oundiane est un exemple, selon Fatou Thioune Sarr. Les trois autres Joko Club implantés dans la phase initiale du projet n'ont pas bien fonctionné, convient Ousmane Sow Huchard, principal mandataire de Youssou N'Dour. « Puisque l'accès aux ordinateurs était gratuit dans le Joko Club de Dakar, personne ne s'en sentait responsable, les gens ne voyaient pas la nécessité de l'entretenir. »

Qu'à cela ne tienne, Joko renaîtra sous la forme de franchises « à vocation sociale » au cours de l'année 2004. Ousmane Sow Huchard, qui a étudié au Québec il y a une vingtaine d'années, a imaginé un modèle de micro-entreprise inspiré de nos PME. L'idée demeure de permettre l'accès à Internet à prix modique dans des cybercafés exploités par de jeunes entrepreneurs. Idéalement quelqu'un du quartier, précise-t-il. « C'est comme cela ici, il est important de connaître la personne qui exploite un commerce. C'est mieux lorsque c'est un cousin ou un ami. »

l'occasion d'apprendre à pêcher, pour reprendre une image souvent utilisée par les partisans de l'aide au développement. « Nous n'exécutons pas les projets que nous finançons, précise l'administratrice. Nous avançons des idées, nous recevons des demandes et nous allons chercher les partenaires les plus qualifiés, qu'ils se trouvent en Afrique ou ailleurs. »

En octobre, lorsque nous avons rencontré Youssou N'Dour et ses collaborateurs à Dakar, deux projets avaient reçu le feu vert : un programme de bourses pour les jeunes femmes défavorisées et un autre visant à former des professionnels de l'industrie musicale, un secteur d'activité économique et culturelle important pour toute l'Afrique de l'Ouest. Jusqu'en janvier, 500 musiciens, producteurs et imprésarios en provenance du Sénégal et des pays voisins assisteront à des séminaires portant sur divers aspects légaux et techniques de leurs métiers.

Et ce n'est qu'un début. Fatou Thioune Sarr, qui a travaillé pour Amnistie internationale à Londres, évoque notamment la construction d'un siège social pour la fondation à l'extérieur de Xippi. Un projet plus ambitieux qu'il n'y paraît puisqu'elle souhaite que le chantier de construction soit également un lieu de formation. L'immeuble serait érigé par de jeunes ouvriers en train d'apprendre des métiers tels charpentier, plâtrier et électricien !

Youssou N'Dour n'a toutefois pas la prétention de transformer l'Afrique à lui tout seul, même si sa fondation aspire à avoir un impact bien au-delà du Sénégal. « Mon projet est connu ailleurs sur le continent et les présidents d'autres pays me demandent d'aider à mettre sur pied d'autres structures comme celle que nous avons à Dakar, dit-il. Il faudrait que, dans chaque pays, des leaders coupent un peu de leur argent pour aider les autres. »

Le jour, Xippi bourdonne d'activité. Trop de va-et-vient pour que le chanteur puisse se concentrer sur sa musique. Alors il y vient tard le soir. La nuit où nous l'avons rencontré, il enregistrait un album dédié aux grandes figures de l'Islam, paru le mois dernier au Sénégal sous le titre *Sant Allah* (gloire à Dieu).

Ce reportage a été réalisé avec la collaboration d'Air France, qui a assuré le transport entre Montréal et Dakar.

L'artiste africain le plus connu

Fils d'un mécanicien et d'une griotte, Youssou N'Dour est né en 1959 à Dakar. Sa puissante voix au registre particulièrement étendu et son interprétation du mbalax, musique populaire sénégalaise où se combinent rythmes traditionnels et influences afro-cubaines, lui ont valu une notoriété internationale. Il est considéré comme l'artiste africain le plus connu dans le monde.

Sa percée internationale, Youssou N'Dour la doit en partie à Peter Gabriel, qui l'a invité à chanter une chanson intitulée *In Your Eyes* sur son album *So*. Les deux amis ont souvent collaboré depuis.

Des amis, Youssou N'Dour en a partout et entre autres au Québec. Il joue régulièrement avec le batteur Alain Bergé (anciennement chez Leloup) et a prêté sa voix à quelques chansons de Discosis, deuxième album du collectif Bran Van 3000.

Il a rejoint Bono dans sa croisade pour l'annulation de la dette des pays du Tiers Monde. Musulman, il a annulé sa tournée nord-américaine l'hiver dernier à la suite de l'offensive militaire en Irak.

PLUS

L'Eldorado de l'Italie du Nord

Dans la province agricole de Parme et dans toute l'Émilie-Romagne, qui abritent 4 millions d'habitants, dans le nord de l'Italie, l'économie tourne à plein régime. Chômage à 4 %, produit intérieur brut par habitant parmi les plus élevés au monde. Une formidable richesse assurée par des dizaines de milliers de microentreprises. Et par quelques géants qui sont souvent de simples entreprises familiales.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

PARME — Le secret est plutôt bien gardé : la région la plus riche d'Europe, et sans doute du monde, se trouve en Italie du Nord, qui compte quelque 25 millions d'habitants. Aucune région française, ni même la très riche Bavière allemande, ne se compare à cette vaste zone géographique qui va de Gênes à Venise et de Turin à Bologne.

Le taux de chômage dépasse à peine les 4 %, et tous les entrepreneurs cherchent désespérément de la main-d'oeuvre. Alors que la moyenne européenne de production de richesse par habitant est fixée à l'indice 100, la Lombardie, région de Milan, est à l'indice 136, et la Vénétie, qui englobe Venise, à 130.

En comparaison, la région française de Rhône-Alpes (Lyon et Grenoble), qui passe pour industrielle et prospère, a un indice de 103 — et 10 % de chômeurs. Symptôme qui ne trompe pas : les prix de l'immobilier en Italie du Nord sont deux fois plus élevés qu'en France, et Milan se compare plutôt à Londres, la ville la plus chère d'Europe.

Le secret est d'autant mieux gardé que cette formidable richesse ne saute pas aux yeux au premier coup d'oeil : dans le Nord presque autant que dans le Sud, les chemins de fer sont de mauvaise qualité, tout comme le téléphone, la poste et, jusqu'à un certain point, les hôpitaux. Et le réseau routier laisse à désirer quand il n'est pas totalement saturé. « L'Italie du Nord, c'est la grande richesse privée et la grande misère publique : les Italiens s'occupent parfaitement de leurs affaires personnelles et familiales, pas du tout du bien-être collectif », note un journaliste économique de Milan.

À 120 kilomètres au nord de Bologne, dans le coeur historique de l'Émilie-Romagne, Parme, avec ses 170 000 habitants, est à la fois une splendeur et une grosse bourgade provinciale. D'un côté, il y a ici l'un des plus beaux centres historiques d'Italie, un extraordinaire *Duomo* du 13^e avec son baptistère, des palais ducaux, un opéra qui se souvient encore de Verdi et Toscanini, de très riches musées installés dans ce qui reste du palais Farnèse du 15^e siècle.

De délicieux restaurants tellement provinciaux où les familles viennent déjeuner le dimanche. De beaux cafés du 19^e. De grandes librairies. Une université de taille respectable avec 28 000 étudiants. Un quotidien local de niveau « national », *La Gazzetta di Parma*, qui vend 50 000 exemplaires et qui a été fondée en... 1735 ! À part ça, la presse internationale est pratiquement introuvable en ville — sauf quelques exemplaires de *Monde* qui arrivent un jour sur deux à la gare. Parme a l'air d'une splendeur endormie, au milieu de cette belle région paisible



PHOTO BLOOMBERG

À Parme on vend... du jambon de Parme. Chaque année, 20 millions d'unités, à 400 \$ CAN pièce dans le commerce.

et agricole. La plus grande agitation que l'on puisse constater, c'est lorsque l'équipe de football de Modène, la ville rivale et voisine, vient affronter celle de Parme, comme c'était le cas l'autre dimanche.

En réalité, la province de Parme, avec ses 400 000 habitants, est le théâtre d'un incroyable fourmillement économique, elle ignore ce qu'est le chômage et compte 45 000 entreprises inscrites au registre du commerce. « Cela fait un tissu économique extrêmement dense et solide, avec des micro entreprises familiales de quelques personnes, m'explique l'historien et président

de la chambre de commerce, Andrea Zanlari. Ça résiste mieux aux crises et c'est très performant : est-ce que vous savez que la province a encore aujourd'hui une balance commerciale excédentaire avec la Chine ? »

Silicon Valley à l'italienne

Parme serait-elle le centre d'une petite Silicon Valley à l'italienne, qui aurait brillamment résisté à l'effondrement du NASDAQ ? Pas exactement. La quasi-totalité de l'économie de la province tourne autour de l'agroalimentaire. Ici on vend du jambon de Parme — cha-

que année, 20 millions d'unités, à raison de 400 \$ CAN pièce dans le commerce. On vend du fromage : « La dénomination d'origine contrôlée a été inventée en 1612 pour le *parmigiano* », soutient le *dottore* Zanlari.

On vend des produits laitiers et des pâtes. Et, à partir de cette activité, les autres se sont développées : on a fait des conserves, et puis des machines-outils pour faire de la conserverie. Aujourd'hui ce secteur de la machine-outil spécialisée compte pour la moitié des exportations de Parme. De la fabrication de bouteilles, on est passé à une forte activité dans le verre et la cérami-

que. À quoi l'on doit ajouter un modeste secteur pharmaceutique et un peu de textile. Voilà sur quoi est installée la fortune de Parme.

« Contrairement à la Vénétie, plus au nord, qui est profondément conservatrice et familiale, et où il n'y a que des microentreprises, continue Andrea Zanlari, la province de Parme a une économie bien plus équilibrée : des myriades de toutes petites entreprises, quelques moyennes, et une douzaine de très grosses. » À quoi il faudrait ajouter : même les deux mastodontes de l'agroalimentaire sont restés totalement fidèles à leur ville natale.

« C'est un peu comme si Saint-Hyacinthe comptait deux géants mondiaux ! » plaisante, admiratif, un spécialiste canadien des affaires économiques italiennes.

Sur ma gauche, la maison Barilla, qui a commencé à faire des conserves au début du siècle dans un hangar et qui vend aujourd'hui des pâtes et des conserves dans le monde entier. Chiffre d'affaires : environ 6 milliards d'euros, soit près de 10 milliards \$ CAN. Sur ma droite, l'empire Parmalat (produits laitiers comme on s'en doute) : la petite affaire familiale en est aujourd'hui à 12 milliards d'euros.

De quoi donner envie à ses dirigeants de partir pour la grande ville, sinon New York du moins Milan, et de frayer avec d'autres multinationales. Or les deux entreprises ont bel et bien conservé leur siège social dans leur ville natale : les trois jeunes frères Barilla, Paolo, Guido et Luca, élégants, discrets et très BCBG, ont repris la direction à la mort de leur père, et Barilla n'est même pas inscrit en Bourse ! Et si Parmalat est aujourd'hui coté, en revanche, la direction n'a jamais échappé à la famille Tanzi, — aujourd'hui Callisto, début de la soixantaine. Ici on ne plaisante pas avec la famille.

Singularité finale, non seulement de Parme, mais de l'ensemble de cette Émilie Romagne si travailleuse et prospère : à l'extrême opposé de la Vénétie, la région a une inébranlable tradition de gauche, et a connu sans interruption des gouvernements locaux à direction communiste à partir des années 60, en pleine apogée de la Démocratie chrétienne. Aujourd'hui encore, la région et la province ont des « gouvernements » de gauche. Et si la municipalité de Parme est « tombée » récemment à droite, c'est avec discrétion : le maire est un non-inscrit du genre modéré.

« La raison de cette tradition de gauche ? demande l'historien Zanlari. Cela tient sans doute au fait qu'à l'origine, l'agriculture parmesane s'est construite sur de grands domaines « d'État », ce qui a développé le sens des solidarités. Et à travers les premières luttes syndicales de 1860, on peut dire que c'est à Parme qu'est apparu le mouvement socialiste... »

Et le président de la chambre de commerce de Parme semble penser que, si Parme s'enorgueillit d'avoir inventé l'AOC, elle peut aussi se vanter d'avoir inventé le socialisme rural.

Vive le capitalisme familial!

LOUIS BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

PARME — De Parme, vous prenez de petites routes secondaires qui, après quatre kilomètres, sillonnent à travers les champs de culture. Tel qu'annoncé sur l'itinéraire ultra-précis produit par ordinateur, Sala Baganza se trouve à 14 kilomètres du centre-ville. Petit village qui semble avoir regroupé un certain nombre d'entreprises industrielles.

Frigomeccanica, où j'ai rendez-vous, a l'air connu ici comme le loup blanc. Pourtant ce n'est pas énorme : cela ressemble plutôt à un très gros atelier, avec quelques bureaux en annexe. Un atelier aussi propre et bien rangé qu'un cabinet de dentiste — comme cela se trouve souvent en Italie du Nord.

Renato Remedi est l'un des deux

patrons de la boîte, qui compte 60 salariés. « Ces jours-ci, explique M. Remedi, il y a mon neveu qui se trouve à la foire de la viande de Chicago. Évidemment il y a aussi mes deux fils qui me secondent. » Pour l'Émilie-Romagne — et plus encore la Vénétie, où les entreprises de moins de 15 salariés sont la règle —, la société de M. Remedi fait déjà figure de moyenne-grosse entreprise. Mais, avec 60 salariés, Frigomeccanica reste une affaire à dimension strictement familiale et locale.

Or le chiffre d'affaires annuel est de 310 millions d'euros (environ 50 millions de dollars canadiens). Et là-dessus, les chiffres à l'exportation représentent en moyenne 20 % du chiffre d'affaires. « Mais, certaines années, dit Remato Remedi, nos activités à l'étranger comptent pour 40 %. » Dernier exploit en date : un

contrat de 1,5 million d'euros dans le Rhode Island. Mais Frigomeccanica, en dehors des grands pays européens qui constituent sa clientèle naturelle, fait également des affaires au Chili, en Argentine, au Brésil. Et au Canada où, par exemple, Santa Maria Foods de Toronto demeure un client important.

La boîte de Renato Remedi vend des installations sophistiquées pour le séchage, la maturation et la conservation de jambons de pays, de salamis et de fromages : « Si un grossiste ou un centre de grande distribution veut acheter des jambons de Parme encore frais et les amener à maturation, ils doivent les conserver dans des chambres spéciales, avec non seulement une température parfaitement contrôlée et variable, mais également une hygrométrie très précise. » C'est ce que M. Remedi appelle du « froid technologique ». Des chambres froides catégorie Ferrari en somme.

Bien entendu, avec ses 60 personnes, Frigomeccanica a largement dépassé le seuil social des 15 salariés, à partir duquel le marché du travail devient plus « rigide », à peu près comme en France et en Allemagne. « Même lorsque le chiffre d'affaires tombe brutalement, dit Remedi, il est pratiquement impossible de licencier des employés. Quand ça va très mal, il reste à déposer le bilan... » Éternelle plainte de l'entrepreneur — fondée ou non. « Ce qu'on souhaiterait ici, c'est une politique à la

Aznar. » Du nom du premier ministre de droite qui a ces dernières années mis la hache dans les rigidités du marché espagnol, et obtenu de fait à la fois une croissance soutenue et une forte baisse du chômage.

Apparemment, ça ne va pas si mal pour la famille Remedi. Un chiffre d'affaires de 310 millions d'euros, ça n'est pas très banal. Explication du mystère : « Environ 75 % de l'activité est réalisée à l'extérieur de

« Même lorsque le chiffre d'affaires tombe brutalement, dit le patron de Frigomeccanica, il est pratiquement impossible de licencier des employés. Quand ça va très mal, il reste à déposer le bilan... »

notre maison. » Un moteur dessiné sur mesure pour tel contrat, des pièces d'équipement, des services : la Frigomeccanica est entourée d'une nébuleuse de sous-traitants locaux qui, eux, ne sont pas soumis aux contraintes des moyennes et grosses entreprises.

Le modèle économique peut varier, à l'intérieur de l'Eldorado de l'Italie du Nord. Indéniablement, la Lombardie, où se trouve le centre

économique et financier de l'Italie, compte bien davantage de grandes entreprises. En revanche, si l'on remonte vers le nord-est, la Vénétie, puis le Frioul (à la frontière de l'Autriche), on arrive au royaume de la microentreprise familiale. Dans ce que les gens appellent les « districts » vous trouverez, près de Come, une petite région où des dizaines et centaines de boîtes minuscules ne fabriquent que des colants et des bas de nylon. Un peu plus loin, un district spécialisé dans la robinetterie.

Selon un expert économique américain, « il s'agit d'une véritable division du travail, où toutes ces entreprises, liées par des liens familiaux, se répartissent la fabrication de certaines pièces, ou de machines-outils, les écoles de formation ou les services financiers. De véritables conglomérats familiaux, en somme ».

Ainsi, très au nord-est de l'Italie, dans la région d'Udine, dans le Frioul, le district de Manzano : pas une seule grosse entreprise à l'horizon, seulement de toutes petites sociétés familiales. Qui produisent des chaises. Du haut de gamme, du bas de gamme, des chaises ordinaires, des chaises design. Du district de Manzano, bien peu connu en dehors de la région, sortent chaque année... 44 millions de chaises. Le tiers des chaises produites dans le monde...



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Le premier ministre italien Silvio Berlusconi.



PHOTO ASSOCIATED PRESS

Dans les régions les plus actives de l'Italie — l'axe Gênes-Milan-Venise notamment — le réseau autoroutier a atteint le point de saturation.

La République du *malgoverno*

Une dette à 106 % du PIB, le déficit annuel qui s'envole, des services publics défaillants, une économie « noire » évaluée à 27 % du PIB : l'Italie est un pays riche qui va toujours assez mal.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

COLLABORATION SPÉCIALE

MILAN — La capitale financière de l'Italie est l'une des villes les plus riches du monde. En plein cœur de l'Italie du Nord, l'une des régions les plus prospères en Europe. Et, de fait, ce n'est pas le tiers-monde. Mais, par bien des aspects, les services publics restent assez loin des normes européennes comparables, notamment celles de la France et de l'Allemagne, qui ont des niveaux équivalents de richesse et de pression fiscale.

À Milan, pour un appartement plutôt banal, dans un quartier central, vous payez facilement un million de dollars canadiens, et bien davantage pour un appartement luxueux. Mais pour l'installation d'une ligne de téléphone privée et

fixe, vous pourrez attendre jusqu'à six mois. Quant aux téléphones publics, dans le centre de cette agglomération de trois millions d'habitants, ils sont rares, vieillots, souvent en panne, à peine protégés de la pluie par une coquille de plastique.

« Les Italiens s'accommodent d'autant plus facilement de cette situation, explique un diplomate américain de Milan, que tout le monde ici fonctionne au cellulaire. Vous savez combien on compte aujourd'hui de portables en Italie ? 59 millions d'appareils pour 57 millions d'habitants ! Beaucoup de gens en ont deux ou trois, et tout le monde veut s'acheter le dernier modèle, celui qui reçoit Internet sur un écran et prend des photos en même temps. Le marché est encore en pleine expansion. »

Comme l'indique un journaliste économique de Milan, « c'est un peu à l'image des autres services publics italiens : la poste, qui est très lente et inefficace au regard des bonnes moyennes européennes, s'est plutôt améliorée, notamment

pour cette raison que la plupart des entreprises utilisent DHL et Fedex... »

Quant aux hôpitaux, traditionnellement en mauvais état, ils auraient eu tendance à s'améliorer ces dernières années — encore là, ils ont été aidés par le fait que, à Milan ou ailleurs, les gens qui ont de l'ar-

« Nous avons un État tellement dépensier, pour si peu de résultats ! » se lamente l'entrepreneur Renato Remedi, de la région de Parme.

gent (et des assurances privées) ont volontiers recours aux cliniques privées, y compris pour des cas graves.

Dans ce secteur, la situation paraît variable. Un sculpteur français installé en Toscane, Jean-Paul Philippe, frappé par un infarctus à 30

kilomètres de Sienne, a été sauvé in extremis à l'hôpital public, dans un service de cardiologie ultramoderne. « En revanche, me disait récemment l'éditorialiste de Rome Arturo Gismondi, il y a à l'hôpital de Catania (Sicile) deux fois plus d'infirmières que dans son équivalent de Chicago, et rien ne marche. »

On dira donc prudemment qu'en Italie, la qualité des services publics est extrêmement variable selon les régions, mais avec une moyenne défallante. Dans toutes les régions les plus actives de l'Italie — l'axe Gênes-Milan-Venise notamment — le réseau autoroutier a atteint le point de saturation. Dans les zones montagneuses, vous traversez sans interruption, à 140 à l'heure, de longs tunnels mal éclairés et dépourvus de voie de secours en cas d'urgence. Quant aux routes « nationales », elles traversent pratiquement tous les villages petits et moyens et ne servent qu'au trafic de proximité. Le réseau routier italien ressemble davantage à celui des pays européens les plus pauvres qu'à celui de l'Europe la plus riche.

Et, dans ce pays qui a une superficie habitable presque de moitié inférieure à celle de la France — et une très forte densité de population —, les chemins de fer, qui constituent la meilleure méthode de transport, restent de niveau médiocre. Alors qu'on fait aujourd'hui Paris-Bruxelles en une heure et vingt minutes, ou Paris-Marseille (800 kilomètres !) en trois heures et dans un confort parfait, il n'y a pas le moindre train rapide entre Milan et Rome, et le trajet est encore de cinq heures dans des wagons plutôt vieillots.

Certes, en Grande-Bretagne, les chemins de fer et le National Health Service sont dans un état pitoyable. Mais, au moins, la pres-

sion fiscale et les prélèvements obligatoires sont beaucoup plus faibles que sur le « continent ». En Italie, le *malgoverno* dénoncé dans les années 70 et 80 reste d'actualité, et l'État réussit à être à la fois inefficace et extrêmement dépensier.

Lorsque le gouvernement canadien a actionné le signal d'alarme budgétaire au milieu des années 90, la dette publique avoisinait 60 % du produit intérieur brut. C'est aujourd'hui la limite théorique imposée par le traité de Maastricht aux pays membres de l'euro. La France a aujourd'hui une dette à 61,3 %. Or la dette italienne, après avoir amorcé une descente sous les gouvernements de centre gauche de 96 à 2000, est aujourd'hui remontée à 106 % du PIB ! Et selon la Commission européenne de Bruxelles, le déficit public de l'Italie se dirige vers les 2,6 % en 2003, 2,8 % en 2004 et 3,5 % en 2005 !

« Nous avons un État tellement dépensier, pour si peu de résultats ! » se lamente l'entrepreneur Renato Remedi, de la région de Parme. Cette situation explique en partie le fait que, selon les termes d'un diplomate nord-américain en Italie, « l'évasion fiscale constitue un sport national ». Et cette évasion fiscale sur une grande échelle contribue du fait même à aggraver les problèmes. De la même manière, l'Italie fonctionne sur une masse colossale de travail au noir : il y a trois semaines, le ministre (ultra-libéral) de Berlusconi, Giulio Tremonti, évaluait publiquement cette économie « noire » à 27 % du PIB en Italie. Même si cette évaluation est un peu exagérée, comme le pensent certains, l'importance de cette économie « clandestine » a pour résultat de nourrir le *malgoverno* italien... et de démoraliser ceux qui, au Nord notamment, travaillent et ont la naïveté de payer normalement des impôts.

Les recettes du bon docteur Berlusconi

Des amnisties immobilières et fiscales à répétition

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
COLLABORATION SPÉCIALE

MILAN — Dans toute l'Italie, très densément peuplée, le sport favori, après l'évasion fiscale, consiste à bâtir sur des terrains inconstructibles, en montagne ou avec vue sur la mer. Cela se fait en petit, en moyen ou en gros : un tel se bâtit une villa en toute illégalité, tel autre rajoute deux étages avec véranda panoramique à sa maison de campagne, un troisième profite de la « distraction » des élus locaux pour aménager un développement immobilier sur un site classé.

Autour de la Méditerranée, la pression immobilière est permanente et violente. C'est pourquoi, en France par exemple, la « loi littorale », depuis une quinzaine d'années, interdit toute construction sur la mer (y compris en Corse !).

Et, de temps à autre, pour l'exemple, un gros propriétaire indélicat est condamné à détruire à ses frais la luxueuse villa de 20 chambres à

torisation avec vue imprenable sur la mer. Ainsi, récemment, le richissime promoteur Christian Pellerin sur la Côte d'Azur. Cela en fait réfléchir quelques autres.

Taxe forfaitaire

Silvio Berlusconi, lui, a décidé de faire autrement. Et, dans sa loi de finances pour 2004, qui se discutait cet automne à Rome, il a prévu que la totalité des abus immobiliers pourraient être amnistiés, et les constructions régularisées, à la condition qu'elles soient dûment déclarées et qu'une taxe forfaitaire soit payée en proportion de la surface habitable.

Une amnistie immobilière qui devrait rapporter au Trésor environ 3 milliards d'euros (près de 5 milliards \$ CAN). Parmi ces constructions illégales, on note un développement immobilier sur le site archéologique classé d'Agrigente en Sicile.

« Ce sont des méthodes de gangster ! » me dit à Milan une responsable culturelle. À la vérité, il s'agi-

ra de la troisième amnistie immobilière en moins de vingt ans. La précédente avait eu lieu en 1994... sous le premier gouvernement Berlusconi. Et la toute première en 1985, sous le gouvernement du « socialiste » Bettino Craxi, premier parrain politique de Berlusconi, et mort en exil en Tunisie pour éviter la justice.

Élu en mars 2001 avec une assez confortable majorité, le *self-made man* et richissime homme d'affaires Berlusconi, à la tête de son parti improvisé Forza Italia ! (En avant l'Italie !) était supposé remettre le pays et ses finances en ordre.

En guise de remède aux colossaux déficits publics, le bon docteur Berlusconi a trouvé en fait des solutions simples et de bon sens : proposer aux Italiens des amnisties fiscales à répétition en échange d'une modeste contribution des « repentis ».

Une première amnistie décidée peu après son élection de 2001 offrait à tous les grands fraudeurs, qui avaient expédié leur argent à Monaco, Jersey ou simplement à

Lugano, de l'autre côté de la frontière avec la Suisse, de rapatrier leur argent en échange d'une amende forfaitaire de 2,5 %. Il était revenu aussitôt 60 milliards d'euros, et cela avait fait rentrer 1,5 milliard d'euros dans les caisses.

Dans l'actuelle loi de finances, il

Élu en mars 2001 avec une assez confortable majorité, le *self-made man* et richissime homme d'affaires Berlusconi (...) était supposé remettre le pays et ses finances en ordre.

est également proposé, en échange d'une somme fixe, de passer définitivement l'éponge sur les innombrables amendes et contraventions impayées etc. Une amnistie libératoire pour les petits délits qui devrait rapporter 8 milliards d'euros.

Enfin, dans un genre voisin, le ministre Tremonti propose dans son budget 2004 d'autoriser les pouvoirs publics, nationaux ou locaux à vendre au secteur privé tous les biens culturels (sauf certains spécifiquement classés... comme le Colisée de Rome ou la fontaine de Trevi), à la seule condition que les administrateurs régionaux du patrimoine ne fassent pas opposition dans les quatre mois.

Des délais tellement courts que, selon les administrateurs en question, on aurait le temps de vendre à Coca-Cola les Arènes de Vérone ou la Chartreuse de Parme avant que les responsables aient eu le temps de s'en rendre compte et de réagir.

On a déjà vu dans les dernières décennies des gouvernements utiliser l'argent de grosses privatisations industrielles ou bancaires pour boucher les trous dans le budget. De là à vendre le patrimoine historique...

HYUNDAI

LE SOLDE DES FÊTES BAT SON PLEIN.

C'EST PRESQUE DONNÉ!
MAIS ÇA NE DURERA
PAS LONGTEMPS.



HÂTEZ-VOUS! CES OFFRES SONT EN VIGUEUR JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE.

ACCENT GS 2004



PDSF DE 12 895 \$**

- Moteur multisoupapes à DACT de 1,6 litre • Transmission manuelle à 5 rapports
- Deux coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40 • Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles • Porte-verre double • Suspension indépendante aux quatre roues • Et beaucoup plus. RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR L'ACCENT GL 4 PORTES ET LA SPORTIVE ACCENT GSI 3 PORTES.

ELANTRA GL 2004 redessinée



PDSF DE 15 625 \$**

- Moteur 2,0 litres à DACT, CVCS et 16 soupapes • Deux coussins gonflables • Transmission manuelle à 5 rapports • Dossier arrière rabattable 60/40 • Radio AM/FM/CD • Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Porte-verre double • Suspension indépendante aux 4 roues • Et beaucoup plus

0\$ DE COMPTANT

LOUEZ À PARTIR DE

149\$*

PAR MOIS/60 MOIS

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

OU 0% FINANCEMENT À L'ACHAT** JUSQU'À 36 MOIS

0% FINANCEMENT À L'ACHAT**

OU

MAINTENANT JUSQU'À 60 MOIS

159\$*

LOUEZ À PARTIR DE

PAR MOIS/60 MOIS

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 2099 \$
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.

SONATA GL 2004



PDSF DE 22 395 \$**

- Moteur 2,4 litres à DACT • Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Climatiseur
- Régulateur de vitesse • Transmission automatique SHIFTRONIC^{MC}
- Télédévrouillage avec alarme • Et beaucoup plus

SANTA FE GL 2004



PDSF DE 22 595 \$**

- Moteur 4 cylindres de 2,4 litres à DACT et 16 soupapes • Traction avant
- Freins à disque aux 4 roues • Roues en alliage d'aluminium de 16 po avec pneus BFGoodrich® • Climatiseur • Radio AM/FM/CD • Glaces, verrouillage et rétroviseurs dégivrants à commandes électriques
- Télédévrouillage avec alarme • Et beaucoup plus

0% FINANCEMENT À L'ACHAT**
MAINTENANT JUSQU'À 60 MOIS

LOUEZ À PARTIR DE 219\$*
PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 2395 \$

0% FINANCEMENT À L'ACHAT**
JUSQU'À 36 MOIS

LOUEZ À PARTIR DE 229\$*
PAR MOIS/48 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
COMPTANT DE 2995 \$

0% FINANCEMENT À L'ACHAT MAINTENANT JUSQU'À 60 MOIS**
SUR MODÈLES SÉLECTIONNÉS
AUCUN PAIEMENT POUR 120 JOURS SUR TOUS LES MODÈLES
AVEC FINANCEMENT À L'ACHAT*

www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS :

Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière
24 heures de 3 ans/kilométrage illimité, comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaillon, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.



HYUNDAI
Gagnant

*Programme de location des Services financiers Hyundai pour les véhicules 2004 neufs suivants : Accent GS/Elantra GL/Sonata GL/Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant; PDSF à partir de 12 895 \$/15 625 \$/22 395 \$/22 595 \$. Taux d'intérêt annuel de 0,77 %/2,16 %/3,15 %/3,99 %, mensualités de 149 \$/159 \$/219 \$/229 \$ pour 60/60/60/48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location de 8940 \$/11 639 \$/15 535 \$/13 987 \$. Option d'achat de 4922 \$/5671 \$/9162 \$/11 048 \$. Comptant de 0 \$/2099 \$/2395 \$/2995 \$, première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$ pour tous les modèles. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent et Elantra, en sus pour les Sonata et Santa Fe. Toutes taxes applicables, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. **PDSF des Accent GS/Elantra GL/Sonata GL/Santa Fe GL 4 cylindres à traction avant 2004 à partir de 12 895 \$/15 625 \$/22 395 \$/22 595 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et toutes taxes applicables en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. †Aucun paiement pour 120 jours pour le financement à l'achat de tous modèles 2004 neufs et non utilisés. Aucuns frais d'intérêt pour les premiers 90 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 90 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts pour la période stipulée au contrat. ††Taux annuel de financement à l'achat de 0 % jusqu'à 36 mois pour tous les modèles Accent et Santa Fe 2004, jusqu'à 60 mois pour tous les modèles Elantra et Sonata 2004. Les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont en sus (Québec). Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 %/0 % équivalent à des mensualités de 277,80 \$/166,67 \$ pour 36/60 mois. Coût de prêt de 0 \$/0 \$ pour une obligation totale de 10 000 \$/10 000 \$. Toutes les offres de financement à l'achat et de location sont pour une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.

3190178A

3191753

Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal (514) 485-0001
Hyundai Président
4600 "B" boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 624-7777
Ulsan Hyundai
1625, boul. Hymus
Dorval (514) 683-5702
Vaudreuil Hyundai
125, Aimé-Vincent
Vaudreuil (450) 455-3677

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly (514) 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil (450) 670-2080
Les Automobiles Clogner
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6817
Brossard Hyundai
8450, boul. Taschereau
Brossard (450) 671-2225

Hyundai Casavant
200, rue Johnson, Est
St-Hyacinthe
(450) 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 1-888-549-8632
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay
(450) 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes (450) 652-4979

Hyundai Valleyfield
860, boul. Monseigneur Langlois
Valleyfield (450) 370-3330
Desmeules Hyundai
1237, boul. Des Laurentides
Laval (450) 668-6393
Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. Des Laurentides
St-Jérôme (450) 432-4252
Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval (450) 682-6000
Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville (450) 434-5484

Houle et Frères Hyundai
290 Montée Masson
Mascouche (450) 474-1110
Hamel Hyundai
130, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-0440
Hyundai Ste-Agathe
1701, Route 117
Ste-Agathe-des-Monts
(819) 321-3777
Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier (819) 623-4844
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette (450) 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal (514) 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny (450) 582-3182
Hyundai Sorel-Tracy
1864, av. Fiset
Sorel-Tracy (450) 743-1244
Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa, Est
Montréal (514) 329-7777
Valois Hyundai
125 boul. Lemire Ouest
Drummondville (819) 478-8148

Hyundai Victoriaville
433, boul. Bois-Francis, Nord
Victoriaville
(819) 758-5775
Hyundai N. Paquin Auto
51, 10^{ème} Avenue, Ouest
Amos (819) 732-5995
Dynastie Automobile Ltée
494, Avenue La Rivière
Rouyn (819) 762-1741
Poirier Hyundai
1940, 3^{ème} Avenue
Val d'Or (819) 874-2886